

**20 SEPTEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
déterminant certaines modalités d'agrément et de subventionnement des centres de vacances**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances;

Vu l'avis du Conseil de la Jeunesse d'Expression française, donné le 26 mai 2000;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et la vie en plein air, donné le 22 janvier 2000;

Vu l'avis favorable de l'Inspectrice des Finances, donné le 14 mai 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 mai 2001;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 31.847/2/V du Conseil d'Etat, donné le 6 août 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enfance, chargé de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o "Décret" : le décret du 17 mai 1999 relatif aux Centres de Vacances;

2^o "Ministre" : le Ministre qui a la politique de l'Enfance dans ses attributions;

3^o "O.N.E." : l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

CHAPITRE II. — *Procédures d'agrément des centres de vacances*

Art. 2. § 1^{er}. La demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément d'un centre de vacances est faite suivant le formulaire dont le modèle se trouve en annexe I.

§ 2. Une copie du projet pédagogique visé à l'article 7, 3^o, du décret et un exemplaire du règlement d'ordre intérieur visé à l'article 7, 8^o, du décret sont joints à la demande visée au paragraphe 1^{er} ou adressé à l'O.N.E. par le pouvoir organisateur du Centre si celui-ci est reconnu dans le cadre du décret du 20 juin 1980 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des organisations de jeunesse.

§ 3. Si l'organisateur du centre de vacances n'est pas un pouvoir public ou membre d'une organisation de jeunesse reconnue par la Communauté française, il joint en outre une copie des statuts de l'association.

Art. 3. La demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément est introduite auprès de l'O.N.E., au plus tard soixante jours avant le début des activités.

Art. 4. L'administration de l'O.N.E. instruit le dossier et soumet au Ministre dans le mois de l'introduction de la demande complète une proposition concernant l'agrément ou le renouvellement d'agrément.

Art. 5. Le Ministre statue sur la demande dans les trente jours qui suivent la réception de la proposition soumise par l'O.N.E.

Art. 6. En cas de refus de l'agrément ou de son renouvellement, l'organisateur du centre de vacances a la faculté d'introduire auprès du Gouvernement un recours, dans le mois qui suit la réception de la décision de refus du Ministre.

L'organisateur de centre de vacances a également la faculté de saisir le Gouvernement en cas de non-réponse dans le délai prescrit à l'article 5.

Art. 7. Le Gouvernement statue sur le recours après avis de la commission visée à l'article 8. La commission d'avis rend son avis dans un délai d'un mois.

Art. 8. Une commission d'avis est instituée par le Ministre pour une période de trois ans renouvelable.

La commission d'avis se compose de :

1^o deux représentants du Gouvernement;

2^o deux représentants de l'O.N.E.;

3^o un représentant de l'Union des Villes et des Communes;

4^o un représentant du service de la jeunesse du Ministère de la Communauté française;

5^o six représentants du Conseil de la Jeunesse d'Expression française dont un a pour activités l'organisation de plaines de vacances, un l'organisation de séjours de vacances et un l'organisation de camps de vacances.

Le Ministre désigne un président en son sein.

La commission d'avis :

1^o a son siège à l'O.N.E.;

2^o délibère à la majorité absolue des membres présents et à huis-clos;

3^o se réunit au moins deux fois par an;

4^o peut siéger valablement quel que soit le quorum pour autant que trois catégories de membres au moins soient représentées;

5° doit être convoquée dans un délai minimum de cinq jours ouvrables précédant la réunion;

6° est chargée pour le reste d'établir son propre règlement d'ordre intérieur.

Le secrétariat de la commission d'avis est assuré par l'O.N.E.

La Commission d'avis peut être saisie par le Ministre ou par l'O.N.E. sur toute question relative à l'application du présent décret.

Art. 9. Sur proposition de l'administration de l'O.N.E., le Ministre peut retirer l'agrément d'un centre de vacances qui ne répond plus aux exigences du décret ou du présent arrêté. Un recours peut être introduit suivant la procédure prévue aux articles 6 à 8 du présent arrêté.

CHAPITRE III. — *Modalités d'octroi des subventions aux centres de vacances*

Art. 10. Tout centre de vacances qui désire bénéficier de subventions est tenu d'en faire la demande par l'intermédiaire du formulaire dont copie se trouve en annexe II.

Art. 11. Le formulaire, visé à l'article 10, est à renvoyer à l'O.N.E. au plus tard le 30 avril de l'année en cours pour les vacances de juillet et août ou trente jours avant les activités ayant lieu à une autre période.

Art. 12. L'administration de l'O.N.E. rend au ministre un avis sur la demande dans les trente jours de la réception du formulaire visé à l'article 10.

Art. 13. La subvention de fonctionnement visée à l'article 12 du décret est calculée sur base d'un forfait multiplié par le nombre de jours d'activités et le nombre d'enfants présents.

Art. 14. La subvention destinée à couvrir les frais liés aux indemnités octroyées aux animateurs brevetés et aux coordinateurs brevetés, visée à l'article 11 du décret, est calculée sur base du forfait visé à l'article 13 multiplié par six pour les animateurs brevetés ou par dix pour les coordinateurs brevetés et par le nombre de jours prestés.

Elle est octroyée au maximum au prorata des normes minimales d'encadrement définies à l'article 7, 9°, a), b) et c), du décret.

Art. 15. Le total des contributions financières des parents ne peut dépasser le coût global du centre de vacances, déduction faite des subventions octroyées dans le cadre du présent arrêté et d'autres subsides éventuels.

Art. 16. L'organisateur du centre de vacances est tenu de renvoyer, au plus tard un mois après la fin de l'activité subventionnée, le formulaire de liquidation de subsides, dont copie se trouve en annexe III du présent arrêté.

Lorsque le personnel d'encadrement est subventionnable en vertu de l'article 14, un justificatif de l'indemnité visée à l'article 11 du décret par animateur ou coordinateur sera annexé au formulaire de liquidation de subsides.

Art. 17. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, une subvention provisionnelle égale à 50 % du montant total de la subvention octroyée l'année précédente par l'O.N.E. est liquidée au plus tard au 15 juin de l'année en cours.

L'organisateur du centre de vacances qui aura fait l'objet d'un rapport négatif de l'inspection, visée à l'article 24, pour des activités qui se seront déroulées l'année précédente ou qui n'aura pas pu justifier des subventions reçues, ne pourra prétendre à la subvention provisionnelle visée au premier alinéa pour l'année en cours, en tout ou en partie.

CHAPITRE IV. — *Montant des subventions*

Art. 18. Le forfait visé à l'article 13 est fixé à 50 francs (1,24 euro). Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Ministre peut appliquer à ce forfait un coefficient multiplicateur.

Le subside de fonctionnement est majoré d'un montant de 15 francs (0,37 euro) par jour et par enfant pour les organisateurs utilisant des infrastructures résidentielles équipées de manière permanente de dortoirs avec literie, de sanitaires et de lavabos en suffisance et répondant aux normes de sécurité incendie et d'hygiène.

CHAPITRE V. — *Dispositions particulières*

Art. 19. § 1^{er}. En sus des normes d'encadrement prévues à l'article 7, 9°, du décret, il est prévu un animateur par tranche entamée de trois enfants handicapés intégrés au sens de l'article 15 du décret.

§ 2. Par dérogation à l'article 13, la subvention pour l'intégration d'enfants handicapés s'élève à 80 francs (1,98 euro) par enfant et par jour d'activité.

§ 3. Par dérogation à l'article 14, la subvention pour couvrir les frais liés aux indemnités octroyées aux animateurs brevetés est attribuée au maximum au prorata des normes minimales définies au § 1^{er}.

§ 4. Par enfant handicapé, il faut entendre le participant au centre de vacances âgé de 30 mois à 21 ans qui nécessite une aide partielle ou totale pour se laver, s'habiller, se déplacer, aller à la toilette, se nourrir, communiquer ou avoir conscience des dangers.

Art. 20. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 7, 9°, a) et d), du décret, la norme d'encadrement pour un centre de vacances organisé en faveur d'enfants handicapés, visé à l'article 15bis du décret, est de un animateur pour trois enfants handicapés légers et de un animateur pour un enfant handicapé lourd.

§ 2. Un animateur sur quatre doit être porteur du brevet d'animateur visé à l'article 5, § 1^{er}, 1°, du décret avec une spécialisation pour l'animation d'enfants handicapés de minimum quarante heures.

§ 3. Par dérogation à l'article 13, la subvention pour l'accueil d'enfants handicapés s'élève à :

- 1° 80 francs (1,98 euro) par enfant et par jour d'activité pour les enfants handicapés légers;
- 2° 120 francs (2,97 euros) par enfant et par jour d'activité pour les enfants handicapés lourds;

§ 4. Par dérogation à l'article 14, la subvention pour couvrir les frais liés aux indemnités octroyées aux animateurs brevetés est attribuée au maximum au prorata des normes minimales définies au § 1^{er}.

§ 5. Par enfant handicapé léger, il faut entendre le participant au centre de vacances âgé de 30 mois à 21 ans qui ne nécessite pas d'aide ou une aide partielle pour se laver, s'habiller, se déplacer, aller à la toilette, se nourrir, communiquer ou avoir conscience des dangers, notamment :

- 1° les enfants ayant une arriération mentale légère ou modérée de 50 à 100 pour-cent d'invalidité;
- 2° les enfants trisomiques légers;
- 3° les enfants ayant des troubles instrumentaux ou du comportement.

§ 6. Par enfant handicapé lourd, il faut entendre le participant au centre de vacances âgé de 30 mois à 21 ans qui nécessite davantage d'aide ou une aide complète pour se laver, s'habiller, se déplacer, aller à la toilette, se nourrir, communiquer ou avoir conscience des dangers, notamment :

- 1° les enfants qui ne peuvent se déplacer sans l'aide d'une tierce personne ou sans l'usage d'un fauteuil roulant;
- 2° les enfants qui ne disposent pas de l'usage des deux jambes ou des deux bras;
- 3° les enfants sourds, muets ou aveugles;
- 4° les enfants atteints de maladies chroniques graves;
- 5° les handicapés mentaux ayant un quotient intellectuel inférieur à 50;
- 6° les enfants autistes.

Art. 21. Sont exclus des dispositions fixées aux articles 19 et 20 les services et institutions agréés ou subventionnés par d'autres pouvoirs publics pour l'accueil et l'encadrement quotidien d'enfants handicapés.

Art. 22. Le forfait, pour frais de fonctionnement, visé à l'article 13, est majoré de 15 francs (0,37 euro) par jour et par enfant issu d'un milieu défavorisé sur le plan socio-économique dès qu'au moins 30 % d'enfants de milieux défavorisés sur le plan socio-économique participent aux activités du centre de vacances. Le nombre d'enfants de milieux défavorisés sur le plan socio-économique fait l'objet d'une déclaration sur l'honneur de l'organisateur du centre de vacances. Est considéré comme enfant de milieu socio-économique défavorisé, l'enfant âgé de 30 mois à 15 ans appartenant à un milieu familial précarisé où au moins un des parents ayant effectivement l'enfant à sa charge bénéficie d'un revenu de remplacement ou est exclu des mécanismes de protection sociale.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

Art. 23. Les montants du présent arrêté sont liés annuellement à l'évolution de l'indice des prix à la consommation. L'indice de départ est celui du mois précédent son entrée en vigueur.

Art. 24. L'Administration de l'O.N.E. assure l'inspection des centres de vacances.

Art. 25. L'arrêté royal du 18 février 1961 fixant les conditions d'octroi par l'Institut national de l'Education physique et des Sports, de subventions de fonctionnement aux plaines de jeux est abrogé au 31 décembre 2000.

Art. 26. Le décret entre en vigueur le 20 septembre 2001.

Art. 27. Le présent arrêté entre en vigueur le 20 septembre 2001.

Art. 28. Le Ministre, ayant l'Enfance dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 septembre 2001.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

VERTALING

N. 2001 — 3260

[C — 2001/29500]

20 SEPTEMBER 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van bepaalde modaliteiten van erkenning en subsidiëring van de vakantiecentra

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra;

Gelet op het advies van de "Conseil de la Jeunesse d'Expression française" (Franstalige Jeugdraad), gegeven op 26 mei 2000;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor lichamelijke opvoeding, sport en openlucht recreatie, gegeven op 22 januari 2000;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 maart 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 17 mei 2001;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap over de aanvraag om advies dat door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens één maand te geven is;

Gelet op het advies 31.847/2/V van de Raad van State, gegeven op 6 augustus 2001 en met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn, belast met de opvang en de opdrachten toegewezen aan de O.N.E.;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities***Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit moet er verstaan worden onder :

1° "Decreet" : het decreet van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra;

2° "Minister" : de Minister tot wiens bevoegdheid het beleid inzake kinderopvang behoort;

3° "O.N.E." : l'Office de la Naissance et de l'Enfance

HOOFDSTUK II. — *Procedures voor de erkenning van de vakantiecentra***Art. 2.** § 1. De aanvraag om erkenning of vernieuwing van erkenning van een vakantiecentrum wordt gedaan volgens het formulier waarvan het model zich in bijlage I bevindt.

§ 2. Een afschrift van het pedagogisch project bedoeld in artikel 7, 3°, van het decreet en een exemplaar van het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 7, 8°, van het decreet worden gevoegd bij de aanvraag bedoeld in de eerste paragraaf of gericht tot de O.N.E. door de inrichtende macht van het Centrum indien het erkend is in het kader van het decreet van 20 juni 1980 betreffende de erkenning en de subsidiëring van jeugdorganisaties.

§ 3. Indien de organisator van het vakantiecentrum geen overheid of lid van een jeugdorganisatie erkend door de Franse Gemeenschap is, voegt hij bovendien een afschrift van de statuten van de vereniging.

Art. 3. De aanvraag om erkenning of om vernieuwing van erkenning wordt ingediend bij de O.N.E. uiterlijk zestig dagen voor het begin van de activiteiten.**Art. 4.** De administratie van de O.N.E. onderzoekt het dossier en dient binnen de maand van de indiening van de volledige aanvraag, een voorstel in bij de Minister betreffende de erkenning of de vernieuwing van erkenning.**Art. 5.** De Minister beslist over de aanvraag binnen de dertig dagen volgend op de ontvangst van het voorstel gedaan door de O.N.E.**Art. 6.** In geval van wijgering van de erkenning of van vernieuwing ervan, heeft de organisator van het vakantiecentrum de mogelijkheid beroep aan te tekenen bij de Regering, binnen de maand na de ontvangst van de negatieve beslissing van de Minister.

De organisator van het vakantiecentrum mag zich eveneens wenden tot de Regering als hij geen antwoord gekregen heeft binnen de termijn bedoeld in artikel 5.

Art. 7. De Regering beslist over het beroep na het advies van de commissie bedoeld in artikel 8 te hebben ingenomen. De adviescommissie geeft advies binnen een termijn van een maand.**Art. 8.** Er wordt een adviescommissie ingesteld door de Minister voor een vernieuwbare periode van drie jaar.

De adviescommissie bestaat uit :

1° twee vertegenwoordigers van de Regering;

2° twee vertegenwoordigers van de O.N.E.;

3° één vertegenwoordiger van de Unie van steden en gemeenten;

4° één vertegenwoordiger van de dienst voor de jeugd van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

5° zes vertegenwoordigers van de "Conseil de la Jeunesse d'Expression française" waarvan één voor de organisatie van de vakantiepleinen, één voor de organisatie van vakantieverblijven en één voor de organisatie van vakantiecampen;

De Minister stelt onder zijn leden een voorzitter aan.

De adviescommissie :

1° heeft haar zetel bij de O.N.E.;

2° beraadslaagt en beslist met de absolute meerderheid van de aanwezige leden en achter gesloten deuren;

3° vergadert ten minste twee keer per jaar;

4° mag op geldige wijze zitting houden ongeacht het quorum op voorwaarde dat minimum drie categorieën van leden vertegenwoordigd zijn;

5° moet worden bijeengeroepen binnen een termijn van minimum 5 werkdagen vóór de vergadering;

6° is voor de rest belast met het vaststellen van haar eigen huishoudelijk reglement.

Het secretariaat van de adviescommissie wordt waargenomen door de O.N.E.

De Minister of de O.N.E. mogen zich wenden tot de Adviescommissie voor alle vragen betreffende de toepassing van dit decreet.

Art. 9. Op voorstel van de administratie van de O.N.E., mag de Minister de erkenning van een vakantiecentrum dat niet meer aan de vereisten van het decreet of van dit besluit beantwoordt, intrekken. Er mag beroep worden aangetekend volgens de procedure bedoeld in de artikelen 6 en 8 van dit besluit.

HOOFDSTUK III. — *Modaliteiten van subsidiëring van de vakantiecentra*

Art. 10. Elk vakantiecentrum dat voor subsidies in aanmerking wil komen, is ertoe gehouden dit aan te vragen door middel van een formulier waarvan een afschrift zich in bijlage II bevindt.

Art. 11. Het formulier, bedoeld in artikel 10, moet naar de O.N.E. worden teruggestuurd, uiterlijk op 30 april van het lopende jaar voor de vakantie van juli en augustus of dertig dagen vóór de activiteiten die op een andere periode plaatshebben.

Art. 12. Binnen de dertig dagen van de ontvangst van het formulier bedoeld in artikel 10, brengt de administratie van de O.N.E. aan de Minister een advies over de aanvraag uit.

Art. 13. De werkingssubsidie bedoeld in artikel 12 van het decreet wordt berekend op basis van een forfait, vermenigvuldigd met het aantal activiteitsdagen en met het aantal aanwezige kinderen.

Art. 14. De subsidie bestemd voor het dekken van de vergoedingskosten voor de gebrevetteerde animators en coördinatoren, bedoeld in artikel 11 van het decreet, wordt berekend op grond van het in artikel 13 bepaalde forfait vermenigvuldigd met zes voor de gebrevetteerde animators of met tien voor de gebrevetteerde coördinatoren en met het aantal gepresteerde dagen.

Ze wordt maximaal toegekend in verhouding tot de minimale begeleidingsnormen bepaald in artikel 7, 9°, a), b) en c), van het decreet.

Art. 15. Het totaal van de financiële bijdragen van de ouders mag het totaal van de kosten van het vakantiecentrum niet overschrijden, na aftrek van de subsidies die zijn toegekend in het kader van dit besluit en andere eventuele subsidies.

Art. 16. De organisator van het vakantiecentrum moet, uiterlijk één maand na het einde van de gesubsidieerde activiteit, het formulier voor de uitbetaling van subsidies terugsturen, waarvan een afschrift zich in bijlage III van dit besluit bevindt.

Wanneer het begeleidend personeel subsidieerbaar is krachtens artikel 14, wordt een verantwoordingsstuk voor de vergoeding bedoeld in artikel 11 van het decreet door een animator of coördinator gevoegd bij het formulier van de uitbetaling van de subsidies.

Art. 17. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, wordt een provisionele subsidie gelijk aan 50 % van het totaal van de subsidie die het jaar voordien door de O.N.E. is toegekend, uiterlijk op 15 juni van het lopende jaar uitbetaald.

De organisator van het vakantiecentrum over wie een negatief verslag van de inspectie, bedoeld in artikel 24, wordt gemaakt voor de activiteiten die het jaar voordien zullen hebben plaatsgegrepen of die de gekregen subsidies niet zal hebben kunnen verantwoorden, zal geen aanspraak kunnen maken op de provisionele subsidie bedoeld in het eerste lid voor het lopende jaar, voor het geheel of gedeeltelijk.

HOOFDSTUK IV. — *Bedrag van de subsidies*

Art. 18. Het forfait bedoeld in artikel 13 wordt op 50 frank vastgelegd (1,24 euro). Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kan de Minister een vermenigvuldigende coëfficiënt op dit forfait toepassen.

De werkingssubsidie wordt verhoogd met 15 frank (0,37 euro) per dag en per kind voor de organisatoren die met slaapzalen met genoeg beddengoed, sanitaire installaties en lavabo's permanent ingebouwde wooninfrastructuren gebruiken en aan de normen inzake brandveiligheid en hygiëne voldoen.

HOOFDSTUK V. — *Bijzondere bepalingen*

Art. 19. § 1. Buiten de begeleidingsnormen bepaald in artikel 7, 9°, van het decreet, is er per - zelfs gedeeltelijk bezette - groep van drie gehandicapte kinderen geïntegreerd als bedoeld in artikel 15 van het decreet, één animator voorzien.

§ 2. In afwijking van artikel 13, bedraagt de subsidie voor de integratie van gehandicapte kinderen 80 frank (1,98 euro) per kind en per activiteitsdag.

§ 3. In afwijking van artikel 14, wordt de subsidie voor de dekking van de kosten in verband met de gebrevetteerde animators, maximaal toegekend in verhouding tot de minimale normen bepaald in § 1.

§ 4. Onder gehandicapt kind moet worden verstaan, de deelnemer aan het vakantiecentrum, tussen 30 maand en 21 jaar oud, die een gedeeltelijke of totale hulp nodig heeft om zich te wassen, zich aan te kleden, zich te verplaatsen, naar het toilet te gaan, te eten, te communiceren of bewust te zijn van de gevaren.

Art. 20. § 1. Onverminderd artikel 7, 9°, a) en d), van het decreet, bedraagt de begeleidingsnorm voor een vakantiecentrum dat georganiseerd wordt voor gehandicapte kinderen, bedoeld in artikel 15 bis van het decreet, één animator voor drie licht gehandicapte kinderen en één animator per zwaar gehandicapt kind.

§ 2. Eén animator op vier moet houder zijn van een brevet van animator, bedoeld in artikel 5, § 1, 1°, van het decreet, met een specialisatie van minimum veertig uur in de animatie voor gehandicapte kinderen.

§ 3. In afwijking van artikel 13 bedraagt de subsidie voor de opvang van gehandicapte kinderen :

1° 80 frank (1,98 euro) per kind en per activiteitsdag voor licht gehandicapte kinderen;

2° 120 frank (2,97 euro) per kind en per activiteitsdag voor zwaar gehandicapte kinderen;

§ 4. In afwijking van artikel 14 wordt de subsidie voor de dekking van de kosten betreffende de vergoedingen aan de gebrevetteerde animators, maximaal toegekend in verhouding tot de minimale normen bepaald in § 1.

§ 5. Onder licht gehandicapt kind moet worden verstaan, een deelnemer aan het vakantiecentrum tussen 30 maand en 21 jaar oud, die geen hulp of gedeeltelijke hulp nodig heeft om zich te wassen, zich aan te kleden, zich te verplaatsen, naar het toilet te gaan, te eten, te communiceren of bewust te zijn van de gevaren, namelijk :

1° de licht of matig mentaal gehandicapte kinderen met een invaliditeit van 50 tot 100 percent;

2° de kinderen met een lichte trisomie;

3° de kinderen met motorische of gedragsstoornissen.

§ 6. Onder ernstig gehandicapt kind moet worden verstaan, een deelnemer aan het vakantiecentrum tussen 30 maand en 21 jaar oud, die meer hulp of volledige hulp nodig heeft om zich te wassen, zich aan te kleden, zich te verplaatsen, naar het toilet te gaan, te eten, te communiceren of bewust te zijn van de gevaren, namelijk :

1° de kinderen die zich niet kunnen verplaatsen zonder de hulp van een derde of zonder rolstoel;

2° de kinderen die geen gebruik kunnen maken van hun twee benen of hun twee armen;

3° de kinderen die doof, stom of blind zijn;

4° de kinderen die ernstige chronische ziekten hebben;

5° de mentaal gehandicapten met een IQ onder de 50;

6° de autistische kinderen.

Art. 21. Van de bepalingen bedoeld in de artikelen 19 en 20 worden uitgesloten, de diensten en instellingen die erkend of gesubsidieerd worden door een andere overheid voor de opvang en de dagelijkse begeleiding van gehandicapte kinderen.

Art. 22. Het forfait, voor werkingskosten, bedoeld in artikel 13, wordt vermeerderd met 15 frank (0,37 euro) per dag en per kind uit een op sociaal-economisch vlak minder bedeeld milieu zodra ten minste 30 % van de kinderen uit een op sociaal-economisch vlak minder bedeeld milieu aan de activiteiten van het vakantiecentrum deelneemt. De organisator van het vakantiecentrum moet een verklaring op erewoord doen over het aantal kinderen uit op sociaal-economisch vlak minder bedeeld milieus. Als kind van een op sociaal-economisch vlak minder bedeeld milieu wordt beschouwd, het kind tussen 30 maand en 15 jaar uit een minder bedeeld familiaal milieu waar ten minste één van de ouders die het kind effectief ten laste heeft, een vervangingsinkomen geniet of van de regelingen inzake sociale bescherming wordt uitgesloten.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 23. De bedragen van dit besluit zijn jaarlijks gekoppeld aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Het aanvangsindexcijfer is dat van de maand voorafgaand aan zijn inwerkingtreding.

Art. 24. De administratie van de O.N.E. neemt de inspectie van de vakantiecentra waar.

Art. 25. Het koninklijk besluit van 18 februari 1961 houdende vaststelling van de voorwaarden tot toekenning door het Nationaal Instituut voor de Lichamelijke Opvoeding en de Sport, van werkingssubsidies voor de speelpleinen wordt opgeheven op 31 december 2000.

Art. 26. Het decreet treedt in werking op 20 september 2001.

Art. 27. Dit besluit treedt in werking op 20 september 2001.

Art. 28. De Minister tot wiens bevoegdheid het Kinderwelzijn behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 september 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, belast met de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

Annexe 1

ONE
Avenue de la Toison d'Or, 84-86
1060 BRUXELLES

CENTRE DE VACANCES

N°:
Réservé à l'ONE

DEMANDE D'AGREMENT OU DE RENOUELEMENT D'AGREMENT **POUVOIR ORGANISATEUR**

Dénomination:
Adresse:
Code Postal: Ville: Tel:.....
 Pouvoir Public Organisation de jeunesse reconnue Autre

CORRESPONDANT

Nom: Prénom:
Fonction:
Adresse:
Code Postal: Ville: Tel:.....

CENTRE DE VACANCES

L'organisateur du centre de vacances demande l'agrément le renouvellement de son agrément pour:
 Plaine
 Séjour
 Camp
A titre indicatif :
Le centre aura lieu: sous tente sous toit
Le centre aura lieu aux vacances : de Noël de Pâques d'été
Le nombre d'enfants accueillis sera de: entre 15 et 24 entre 25 et 34 + de 35
Le centre accueille des : filles garçons handicapés
L'âge des enfants accueillis est : - de 6 ans de 6 à 11 ans de 12 à 15 ans

L'organisateur du centre de vacances s'engage à respecter l'ensemble des dispositions du décret du 17 mai 1999 et notamment :
- à respecter les convictions idéologiques, philosophiques ou politiques des enfants;
- à assurer un encadrement suivant les normes minimales prévues à l'art. 7, 9° du décret du 5 mai 1999;
- à contracter une assurance responsabilité civile et couvrant les dommages corporels causés aux enfants;
- à se soumettre à l'inspection de l'ONE;

LES DOCUMENTS SUIVANTS SONT A ANNEXER A LA PRESENTE DEMANDE, si l'organisateur n'est pas une organisation de jeunesse reconnue.

- une copie du projet pédagogique;
- un exemplaire du règlement d'ordre intérieur;
- si l'organisateur n'est pas un pouvoir public ou une organisation de jeunesse reconnue, une copie des statuts de l'association ;

Date:

Signature:

**CE FORMULAIRE DE DEMANDE D'AGREMENT OU DE RENOUELEMENT D'AGREMENT EST A RETOURNER
A L'ONE AU PLUS TARD 60 JOURS AVANT LE DEBUT DES ACTIVITES.
TOUTE DEMANDE INTRODUITE HORS DELAI SERA IRREVOCABLEMENT REJETEE.**

Bruxelles, le 20 septembre 2001.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Accueil et des Missions confiées à l'ONE,
J.-M. NOLLET

Annexe II, B

ONE
Avenue de la Toison d'Or, 84-86
1060 BRUXELLES

CENTRE DE VACANCES
DEMANDE DE SUBSIDE

POUVOIR ORGANISATEUR		Agrément n°:
Dénomination:		
Adresse:		
Code Postal:	Ville:	Tel:.....

CORRESPONDANT		
Nom:	Prénom:	
Fonction:		
Adresse:		
Code Postal:	Ville:	Tel:.....

COMPTE FINANCIER [JOINDRE UN SPECIMEN DE BULLETIN DE VIREMENT]		
N° de compte:		
Titulaire:		
Adresse:		
Code Postal:	Ville:	Tel:.....

CENTRE DE VACANCES		
L'organisateur de centre de vacances est agréé dans le cadre de l'organisation de:		
<input type="radio"/> Plaine	<input type="radio"/> sous toit	
<input type="radio"/> Séjour	<input type="radio"/> sous tente	
<input type="radio"/> Camp		
Date de début:	Date de fin:	
Nombre d'enfants pour lequel le subside est demandé:	- de 6 ans	6 ans et +
	Valides	.....
	Milieu défavorisés	.....
	Handicapés légers	.....
	Handicapés lourds	.....
Nombre de journées de ces enfants:	- de 6 ans	6 ans et +
	Valides	.....
	Milieu défavorisés	.....
	Handicapés légers	.....
	Handicapés lourds	.....
Participation aux frais des parents par jour (en moyenne):	.....
Prix de revient par jour et par enfant:	.....

Bruxelles, le 20 septembre 2001.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Accueil et des Missions confiées à l'ONE,
J.-M. NOLLET

Annexe II, B

ONE
Avenue de la Toison d'Or. 84-86
1060 BRUXELLES

CENTRE DE VACANCES
DEMANDE DE SUBSIDE

<u>POUVOIR ORGANISATEUR</u>		Agrément n°:
Dénomination:		
Adresse:		
Code Postal:	Ville:	Tel:.....

<u>CORRESPONDANT</u>		
Nom:	Prénom:	
Fonction:		
Adresse:		
Code Postal:	Ville:	Tel:.....

<u>COMPTE FINANCIER (JOINDRE UN SPECIMEN DE BULLETIN DE VIREMENT)</u>		
N° de compte:		
Titulaire:		
Adresse:		
Code Postal:	Ville:	

<u>CENTRE DE VACANCES</u>		
L'organisateur de centre de vacances est agréé dans le cadre de l'organisation de:		
<input type="radio"/> Plaine		
<input type="radio"/> Séjour	<input type="radio"/> sous toit	
<input type="radio"/> Camp	<input type="radio"/> sous tente	
Date de début: Date de fin:		
Nombre d'enfants pour lequel le subside est demandé:	- de 6 ans	6 ans et +
	Valides	.....
	Milieu défavorisés	.....
	Handicapés légers	.....
	Handicapés lourds	.....
Nombre de journées de ces enfants:	- de 6 ans	6 ans et +
	Valides	.....
	Milieu défavorisés	.....
	Handicapés légers	.....
	Handicapés lourds	.....
Participation aux frais des parents par jour (en moyenne):		
Prix de revient par jour et par enfant:		

Bruxelles, le 20 septembre 2001.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Accueil et des Missions confiées à l'ONE,
J.-M. NOLLET

Annexe II, B

ENDROIT DU CENTRE DE VACANCES		
Province:	.....
Nom du centre:	.....
Adresse:	.....
Code Postal:	Ville:	Tel:.....
Le centre dispose-t-il des infrastructures résidentielles équipées de manière permanente de dortoirs avec literie, de sanitaires et de lavabos en suffisance et répondant aux normes de sécurité incendie et d'hygiène ?		<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
Si oui :		
Nombre de douches ou de bains:	.....
Nombre de lits:	.....
Sécurité en matière d'incendie:	Extincteurs ?	.....
	Sorties de secours ?	.....
N.B.: Les centres sous tentes doivent impérativement être localisés sur un plan d'accès qui mentionnera aussi le nom et l'adresse du propriétaire.		

ENCADREMENT DU CENTRE DE VACANCES	
Nombre total d'animateurs :	.....
dont Nombre d'animateurs brevetés ou assimilés:	.....
dont Nombre d'animateurs brevetés avec spécialisation pour l'animation des enfants handicapés :	.....

COORDINATEUR DU CENTRE DE VACANCES OU RESPONSABLE QUALIFIE (uniquement pour un camp)	
Nom:	..... Prénom:
Adresse:	.....
Code Postal:	Ville: Tel:.....

Date:

Signature:

**CE FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBSIDE EST A RETOURNER A L'ONE AVANT LE 30 AVRIL POUR LES VACANCES D'ETE ET AU PLUS TARD 30 JOURS AVANT LE DEBUT DES ACTIVITES POUR LES AUTRES PERIODES DE VACANCES.
TOUTE DEMANDE INTRODUITE HORS DELAI SERA IRREVOCABLEMENT REJETEE.**

Bruxelles, le 20 septembre 2001.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Accueil et des Missions confiées à l'ONE,
J.-M. NOLLET

Annexe III

O.N.E.

Avenue de la Toison d'Or, 84-86
1060 Bruxelles**CENTRE DE VACANCES****FORMULAIRE DE DEMANDE DE LIQUIDATION DES SUBSIDES**

<u>POUVOIR ORGANISATEUR</u>		Agrément n°
Dénomination:		
Adresse:		
Code postal:	Ville:	Tél:

<u>CENTRE</u>		Dossier n°
<input type="checkbox"/> Plaine	<input type="checkbox"/> Séjour	<input type="checkbox"/> Camp
Adresse:		
Code postal:	Ville:	

<u>CORRESPONDANT</u>		
Nom:	Prénom:	
Fonction:		
Adresse:		
Code postal:	Ville:	Tél:

<u>COMPTE FINANCIER (Joindre un spécimen de bulletin de virement)</u>	
N° de compte:	
Titulaire:	
Adresse:	
Code postal:	Ville:

<u>REMARQUE IMPORTANTE</u>	
Pour être recevable, la présente demande devra impérativement comprendre les annexes suivantes:	
1) Liste des enfants.	
2) Liste du personnel d'encadrement (coordinateur ou responsable qualifié, animateurs) accompagnée des copies des brevets ou titres assimilés et des justificatifs des rémunérations.	
3) Tableau des présences journalières (enfants et animateurs).	

Bruxelles, le 20 septembre 2001.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Accueil et des Missions confiées à l'ONE,
J.-M. NOLLET

Annexe IV

A remplir par ORDRE ALPHABETIQUE en complétant les colonnes pour chaque enfant.
 Pour les enfants handicapés, indiquez de façon précise la nature du handicap physique ou mental (léger ou lourd) et s'il séjourne en IMP. Sans ces renseignements, il nous est impossible de verser un subside majoré.
 Les listings informatiques sont acceptés, pour autant qu'ils mentionnent toutes les informations demandées ci-dessous.

DE PREFERENCE, VEUILLEZ SCINDER ENFANTS DE MOINS DE 6 ANS ET ENFANTS DE 6 A 15 ANS.

N°	Nom et prénom	Age	Dates		Nombre de journées	Prix payé	Milieu défavorisé	Handicap		IMP
			Arrivée	Départ				Léger	Lourd	
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
11										
12										
13										
14										
15										
16										
17										
18										
19										
20										
21										
22										
23										
24										
25										
Total ou sous-total										

Bruxelles, le 20 septembre 2001.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :
 Le Ministre de l'Enfance,
 chargé de l'Accueil et des Missions confiées à l'ONE,
 J.-M. NOLLET

Annexe V

PERSONNEL D'ENCADREMENT

COORDINATEUR DU CENTRE DE VACANCES OU (uniquement pour un camp) RESPONSABLE QUALIFIE				
Nom et prénom:	<input type="checkbox"/> Breveté ou assimilé	<input type="checkbox"/> Non breveté	<input type="checkbox"/> Rémunéré	<input type="checkbox"/> Non rémunéré

ANIMATEURS				
Nom et prénom	Breveté ou assimilé	Non breveté	Rémunéré	Non rémunéré
1.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
13.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
14.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
15.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
16.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
17.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
18.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
19.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
20.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
21.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
22.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
23.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
24.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
25.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
26.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
27.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
28.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
29.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
30.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

VEUILLEZ JOINDRE EN ANNEXE:

1. Copie des brevets ou titres assimilés.
2. Justificatifs des indemnités versées.

Bruxelles, le 20 septembre 2001.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Accueil et des Missions confiées à l'ONE,
J.-M. NOLLET

Annexe VI

TABLEAU DES PRESENCES JOURNALIERES (à compléter quotidiennement)

CENTRE SITUÉ À : DOSSIER N° : /

ORGANISE PAR :

MOIS:	DATES:	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	TOTAL	
1. GROUPES D'ENFANTS DE MOINS DE 6 ANS	Nombre d'enfants																																	
	Nombre d'animateurs brevetés (ou assimilés) rémunérés																																	
	Nombre d'animateurs brevetés (ou assimilés) non rémunérés																																	
	Nombre d'animateurs non brevetés																																	
	Nombre total d'animateurs																																	
2. GROUPES D'ENFANTS DE 6 A 15 ANS	Nombre d'enfants																																	
	Nombre d'animateurs brevetés (ou assimilés) rémunérés																																	
	Nombre d'animateurs brevetés (ou assimilés) non rémunérés																																	
	Nombre d'animateurs non brevetés																																	
	Nombre total d'animateurs																																	

Bruxelles, le 20 septembre 2001.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Accueil et des Missions confiées à l'ONE,
J.-M. NOLLET

Annexe VII

RECAPITULATIF

Nombre d'enfants pour lesquels le subside est demandé:

Valides
 Milieu défavorisé
 Handicapés légers
 Handicapés lourds

Nombre de journées de ces enfants:

Valides
 Milieu défavorisé
 Handicapés légers
 Handicapés lourds

Réservé à l'O.N.E.

Réservé à l'O.N.E.

Certifié sincère et véritable
à la date du:Signature:Nom et qualité:**RESERVE A L'O.N.E.****A. Subvention de fonctionnement**

	Journées	Taux	Subside	Total
Valides
Milieu défavorisé
Handicapés légers
Handicapés lourds

B. Subvention pour frais de personnel

	Journées	Taux	Subside	Total
Coordinateur ou responsable qualifié
Animateurs qualifiés

Total subvention:

Bruxelles, le 20 septembre 2001.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance,
 chargé de l'Accueil et des Missions confiées à l'ONE,
 J.-M. NOLLET

Bijlage I

ONE
Guldenvlieslaan, 84-86
1060 BRUSSEL

VAKANTIECENTRUM

Nr:
Voor de O.N.E.

AANVRAAG OM ERKENNING OF OM VERNIEUWING VAN ERKENNING

INRICHTENDE MACHT		
Benaming:	.....
Adres:	.....
Postcode:.....	Stad:	Tel:.....
<input type="radio"/> Openbare macht	<input type="radio"/> Erkende jeugdorganisatie	<input type="radio"/> Andere

CORRESPONDENT	
Naam:	Voornaam:
Ambt:	.....
Adres:	.....
Postcode:.....	Tel:.....

VAKANTIECENTRUM			
De organisator van het vakantiecentrum vraagt <input type="radio"/> de erkenning <input type="radio"/> de vernieuwing van zijn erkenning voor:			
<input type="radio"/> Plein			
<input type="radio"/> Verblijf			
<input type="radio"/> Kamp			
Ter indicatie :			
Het centrum zal plaatshebben:	<input type="radio"/> in een tent	<input type="radio"/> in een gebouw	
Het centrum zal plaatshebben tijdens:	<input type="radio"/> de Kerstvakantie	<input type="radio"/> de Paasvakantie	<input type="radio"/> de zomer
Het aantal opgenomen kinderen zal zijn:	<input type="radio"/> tussen 15 en 24	<input type="radio"/> tussen 25 en 34	<input type="radio"/> meer dan 35
Het centrum neemt op :	<input type="radio"/> meisjes	<input type="radio"/> jongens	<input type="radio"/> gehandicapten
De kinderen zijn :	<input type="radio"/> jonger dan 6 jaar	<input type="radio"/> van 6 tot 11 jaar	<input type="radio"/> van 12 tot 15

De organisator van het vakantiecentrum verbindt zich ertoe het geheel van de bepalingen van het decreet van 17 mei 1999 na te leven, namelijk :
- de ideologische, filosofische of politieke overtuigingen van de kinderen te respecteren;
- een begeleiding te verzekeren volgens de minimale normen bepaald in artikel 7, 9 ^o van het decreet van 5 mei 1999;
- een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid en die de lichamelijke schade op kinderen dekt, te onderschrijven;
- zich te onderwerpen aan de inspectie van de O.N.E.;

DE VOLGENDE DOCUMENTEN MOETEN BIJ DEZE AANVRAAG WORDEN GEVOEGD indien de organisator geen erkende jeugdorganisatie is.
• een kopij van het pedagogisch project;
• een exemplaar van het huishoudelijk reglement;
• indien de organisator geen openbare macht of erkende jeugdorganisatie is, een kopij van de statuten van de vereniging;

Datum:

Handtekening:

DIT FORMULIER VAN AANVRAAG OM ERKENNING OF VERNIEUWING VAN ERKENNING MOET UITERLIJK 60 DAGEN VOOR HET BEGIN VAN DE ACTIVITEITEN WORDEN TERUGGESTUURD. ELKE AANVRAAG BUITEN TERMIJN BINNENGEBRACHT, ZAL DEFINITIEF WORDEN AFGEWEEZEN.

Brussel, 20 september 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Kinderwelzijn,
belast met de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de "O.N.E."
J.-M. NOLLET

Bijlage IIA

ONE
Guldenvlieslaan, 84-86
1060 BRUSSEL

**VAKANTIECENTRUM
AANVRAAG OM SUBSIDIE**

<u>INRICHTENDE MACHT</u>		Erkenning nr:
Benaming:		
Adres:		
Postcode:	Stad:	Tel:

<u>CORRESPONDENT</u>	
Naam:	Voornaam:
Ambt:	
Adres:	
Postcode:	Tel:

<u>FINANCIËLE REKENING (EEN SPECIMEN VAN HET OVERSCHRIJVINGSFORMULIER VOEGEN)</u>	
Bankrekeningnummer:	
Titularis:	
Adres:	
Postcode:	Stad:

<u>VAKANTIECENTRUM</u>			
De organisator van het vakantiecentrum is erkend in het kader van de organisatie van een:			
<input type="radio"/> Plein			
<input type="radio"/> Verblijf	<input type="radio"/> in een gebouw		
<input type="radio"/> Kamp	<input type="radio"/> in een tent		
Begindatum:	Einddatum:		
Aantal kinderen waarvoor de subsidie wordt gevraagd:		- dan 6 jaar	6 jaar en +
	Validen	.....	.....
	Minder bedeed milieu	.....	.....
	Licht gehandicapten	.....	.....
	Zwaar gehandicapten	.....	.....
Aantal dagen voor deze kinderen:		- dan 6 jaar	6 jaar en +
	Validen	.....	.....
	Minder bedeed milieu	.....	.....
	Licht gehandicapten	.....	.....
	Zwaar gehandicapten	.....	.....
Bijdrage van de ouders voor de kosten per dag (gemiddeld):		.....
Kostprijs per dag en per kind:		.....

Brussel, 20 september 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Kinderwelzijn,
belast met de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de "O.N.E."
J.-M. NOLLET

Bijlage II.B

<u>PLAATS VAN HET VAKANTIECENTRUM</u>	
Provincie:	.....
Naam van het centrum:	.....
Adres:	.....
Postcode:.....	Stad: .....Tel:.....
Beschikt het centrum over met slaapzalen met genoeg beddengoed, sanitaire installaties en lavabo's permanent ingebouwde verblijfsinfrastructuren en die voldoen aan de normen inzake brandveiligheid en hygiëne?	O Ja O Neen
Zo ja :	
Aantal douches en baden:	.....
Aantal bedden:	.....
Brandveiligheid:	Brandblussers?
	Nooduitgangen ?
N.B.: De centra in een tent moeten uitdrukkelijk gelokaliseerd worden op een toegangsplan dat ook de naam en het adres van de eigenaar zal vermelden.	

<u>BEGELEIDING VAN HET VAKANTIECENTRUM</u>	
Totaal aantal animators :	.....
waarvan	Aantal gebrevetteerde of ermee gelijkgestelde animators:.....
waarvan	Aantal gebrevetteerde animators gespecialiseerd in animatie voor gehandicapte kinderen :

<u>COÖRDINATOR VAN HET VAKANTIECENTRUM OF GESCHOOLDE VERANTWOORDELIJKE (ALLEEN VOOR EEN KAMP)</u>	
Naam:	..... Voornaam:
Adres:	.....
Postcode:.....	Stad: .....Tel:.....

Datum:

Handtekening:

DIT FORMULIER VOOR AANVRAAG OM SUBSIDIE MOET VÓÓR 30 APRIL VOOR DE ZOMERKAVANTIE EN UITERLIJK 30 DAGEN VÓÓR HET BEGIN VAN DE ACTIVITEITEN VOOR DE ANDERE VAKANTIEPERIODES NAAR DE O.N.E. WORDEN TERUGGESTUURD .
ELKE AANVRAAG BUITEN TERMIJN INGEDIEND ZAL ONHERROEPELIJK WORDEN VERWORPEN.

Brussel, 20 september 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
 De Minister van Kinderwelzijn,
 belast met de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de "O.N.E."
 J.-M. NOLLET

Bijlage III

O.N.E.
Guldenvlieslaan, 84-86
1060 Brussel

VAKANTIECENTRUM

AANVRAAGFORMULIER VOOR DE UITBETALING VAN SUBSIDIES

INRICHTENDE MACHT	
Benaming :	Erkenning Nr.
Adres : .....	.....
Postcode : Stad :	Tel :

CENTRUM	
<input type="checkbox"/> Plein	<input type="checkbox"/> Verblijf
<input type="checkbox"/> Kamp	
Adres :	Dossier Nr.
Postcode : Stad : .....	.....

CORRESPONDENT	
Naam :	Voornaam :
Ambt : .....	.....
Adres : .....	.....
Postcode : Stad :	Tel :

FINANCIËLE REKENING (een specimen van het overschrijvingsformulier voegen)	
Rekeningnummer : .....	.....
Titularis : .....	.....
Adres : .....	.....
Postcode : Stad : .....	.....

BELANGRIJKE OPMERKING	
Om ontvankelijk te zijn, moet deze aanvraag absoluut de volgende bijlagen bevatten:	
1) Lijst van de kinderen.	
2) Lijst van het begeleidend personeel (geschoolde coördinator of verantwoordelijke, animators) met de kopijen van hun brevetten of ermee gelijkgestelde bekwaamheidsbewijzen alsmede het bewijs van de bezoldigingen.	
3) Tabel van de dagelijkse aanwezigheden (kinderen en animators).	

Brussel, 20 september 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Kinderwelzijn,
belast met de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de "O.N.E."
J.-M. NOLLET

Bijlage IV

In ALFABETISCHE VOLGORDE invullen en alle kolommen per kind invullen.

Vermeld voor de gehandicapte kinderen de aard van de lichamelijke of mentale handicap (licht of zwaar) nauwkeurig en of hij in MPI verblijft. Zonder deze inlichtingen kunnen wij onmogelijk een verhoogde subsidie storten. De computerlijsten worden aanvaard indien alle informatie hieronder gevraagd erin wordt vermeld.

GELIEVE DE KINDEREN ONDER 6 JAAR EN DE KINDEREN TUSSEN 6 EN 15 JAAR TE SCHEIDEN.

Nr	Naam en voornaam	Leeftijd	Data		Aantal dagen	Betaalde prijs	Minder bedeeld milieu	Handicap		MPI
			Ankomst	Vertrek				licht	zwaar	
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
11										
12										
13										
14										
15										
16										
17										
18										
19										
20										
21										
22										
23										
24										
25										
		Totaal subtotaal	of							

Brussel, 20 september 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Kinderwelzijn,
belast met de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de "O.N.E."
J.-M. NOLLET

Bijlage V

BEGELEIDEND PERSONEEL

COÖRDINATOR VAN HET VAKANTIECENTRUM OF (slechts voor een kamp) GESCHOOLDE			
VERANTWOORDELIJKE			
Naam en voornaam:	<input type="checkbox"/> Gebrevetteerd of gelijkaardig	<input type="checkbox"/> Niet gebrevetteerd	<input type="checkbox"/> Bezoldigd <input type="checkbox"/> Niet bezoldigd

ANIMATORS				
Naam en voornaam	Gebrevetteerd of ermee gelijkgesteld	Niet gebrevetteerd	Bezoldigd	Niet bezoldigd
1.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
13.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
14.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
15.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
16.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
17.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
18.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
19.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
20.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
21.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
22.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
23.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
24.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
25.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
26.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
27.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
28.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
29.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
30.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

GELIEVE IN BIJLAGE DE VOLGENDE DOCUMENTEN TE VOEGEN:

1. Een kopij van de brevetten of ermee gelijkgestelde bekwaamheidsbewijzen.
2. De bewijzen van de gestorte vergoedingen.

Brussel, 20 september 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Kinderwelzijn,
belast met de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de "O.N.E."
J.-M. NOLLET

Bijlage VI

TABEL VAN DE DAGELIJKSE AANWEZIGHEDEN (dagelijks in te vullen)

CENTRUM GELEGEN TE:.....DOSSIER Nr:...../.....

GEORGANISEERD DOOR:.....

Maand:.....Data:	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	TOTAAL
1. GROEPEN KINDEREN BENEDEN 6 JAAR																																
Aantal kinderen																																
Aantal bezoldigde gebreveteerde (of ermee gelijkgestelde) animators																																
Aantal niet- bezoldigde gebreveteerde (of ermee gelijkgestelde) animators																																
Aantal niet- gebreveteerde animators																																
Totaal aantal animators																																
2. GROEPEN KINDEREN TUSSEN 6 EN 15 JAAR																																
Aantal kinderen																																
Aantal bezoldigde gebreveteerde (of ermee gelijkgestelde) animators																																
Aantal niet- bezoldigde gebreveteerde (of ermee gelijkgestelde) animators																																
Aantal niet- gebreveteerde animators																																
Totaal aantal animators																																

Brussel, 20 september 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Kinderwelzijn,
belast met de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de "O.N.E."
J.-M. NOLLET

Bijlage VII

SAMENVATTING

Aantal kinderen waarvoor de subsidie wordt aangevraagd: Validen..... Minder bedeed milieu..... Licht gehandicapten..... Zwaar gehandicapten.....	In te vullen door de O.N.E.	
Aantal dagen voor deze kinderen: Validen..... Minder bedeed milieu..... Licht gehandicapten..... Zwaar gehandicapten.....	In te vullen door de O.N.E.	
Waar en oprecht verklaard op:	<u>Handtekening:</u>	<u>Naam en hoedanigheid:</u>

IN TE VULLEN DOOR DE O.N.E.				
A. Werkingssubsidie				
	Dagen	Tarief	Subsidie	Totaal
Validen	.....	.....	.....
Minder bedeed milieu	.....	.....	.....
Licht gehandicapten	.....	.....	.....
Zwaar gehandicapten	.....	.....	.....	.....
B. Subsidie voor personeelskosten				
	Dagen	Tarief	Subsidie	Totaal
Geschoolde coördinator of verantwoordelijke	.....	.....	.....
Geschoolde animators	.....	.....	.....	.....
Totaal subsidie:.....				

Brussel, 20 september 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn,
 belast met de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de "O.N.E."
 J.-M. NOLLET